

# Il y a beaucoup plus de diversité dans les médias « bâillonnés » du Venezuela que dans les médias “libres” des États-Unis

Par [Lucas Koerner](#) et [Ricardo Vaz](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 25 mai 2019

[Fair](#) 20 mai 2019

Photo : Caracas 2019: Juan Guaidó parlant à la presse. (photo : Luis Robayo, pour TIME).

Les grands médias internationaux déploient depuis longtemps une prodigieuse créativité dans leurs reportages sur le Venezuela, au point que la couverture de cette “crise” est devenue le genre fictionnel le plus lucratif du monde. Le récent article de Ciara Nugent pour **Time** ([4/16/19](#)) : “*Les Vénézuéliens affamés d’information: la bataille pour obtenir des infos dans un pays en proie au chaos* » a valeur de chef-d’œuvre de cette mode littéraire (en plus audacieux que la copie de [Thomas Cluzel](#) sur France Culture, NdT).

Sans surprise, Nugent partage l’appui enthousiaste ([2/1/19](#)) de **Time** à la tentative de coup d’Etat de l’auto-proclamé “*président intérimaire*” Juan Guaidó. **Time** reprend la vulgate journalistique en vigueur depuis plus de dix ans (**Extra!**, [11-12/06](#)), à savoir que le gouvernement élu (chaviste) est un “*régime autoritaire*” qui réprime la liberté d’expression. Les grands médias parlent souvent de la « *répression de Chávez contre la liberté de la presse* » (**New York Times**, [4/30/19](#)), d’un “*pays où les journaux et les radios et télévisions ont été muselés*”, où “*la majeure partie de la presse indépendante a disparu*” (**NBC**, [2/3/19](#), [5/16/19](#)), où le “*régime*” de Maduro contrôle “*presque toutes les stations de radio et de télévision*” (**Bloomberg**, [1/29/19](#)).



Time ([4/16/19](#)) s'est joint à l'engouement littéraire des grands médias pour les récits fictifs sur la « crise » vénézuélienne.

Cependant, le récit cauchemardesque de la journaliste de **Time** sur la censure d'un État orwellien piétine les données empiriques les plus faciles à recouper pour quiconque passe un peu de temps au Venezuela. Alors que Nugent affirme que pour les Vénézuéliens, « *découvrir ce qui se passe autour d'eux est devenu une lutte* », il est assez courant d'assister à des débats politiques éclairés dans les bars, les magasins et les places publiques. L'idée que Nugent essaie de nous vendre en publiant l'image photogénique de quelqu'un montant dans un bus pour s'adresser aux voyageurs avec une « télévision » en carton, est ridicule.

## Télévision

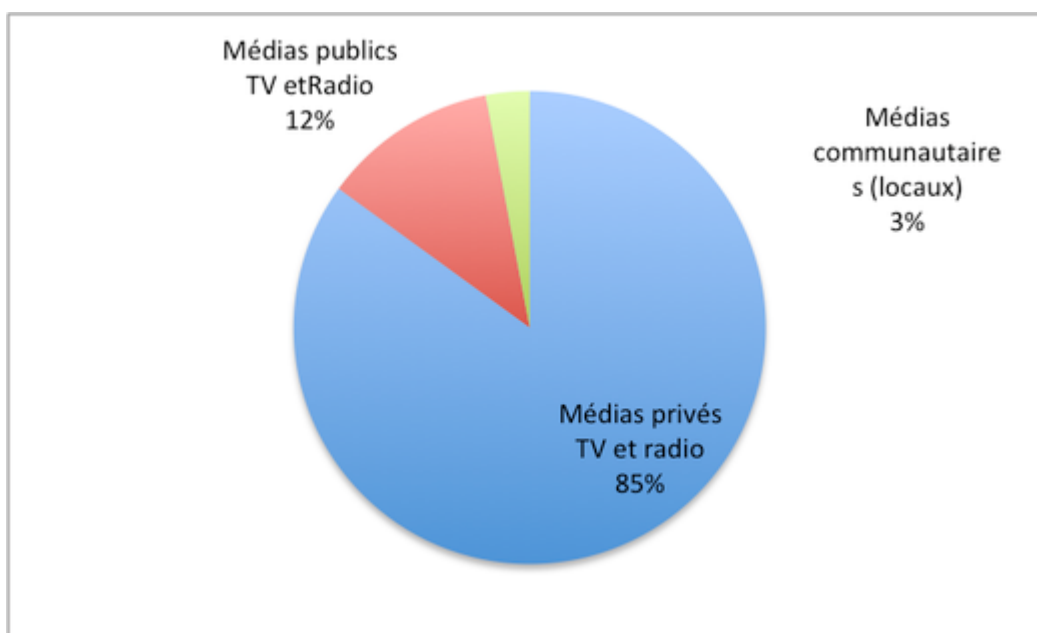
« *La plupart des chaînes de télévision sont gérées par l'État et les autorités interdisent aux quelques chaînes de télévision et stations de radio indépendantes de couvrir la crise vénézuélienne au fur et à mesure qu'elle se déroule* » assure Nugent. On ignore si elle a déjà regardé la télévision au Venezuela mais on trouvera difficilement une affirmation plus éloignée de la vérité. Le paysage audiovisuel du Venezuela est dominé par trois grandes chaînes privées de télévision: **Venevision**, **Televen** et **Globovisión**, chacune d'elles regardée par plusieurs millions de téléspectateurs.



Une [étude](#) d'AGB Nielsen montre que la chaîne privée Venevision domine le marché de l'information télévisée au Venezuela.

En 2013, lorsque la dernière étude d'audience fut menée par [AGB Nielsen](#), **Venevision**, propriété du milliardaire possesseur de médias Gustavo Cisneros dominait déjà le marché national de l'info, étant regardée par 36 % des spectateurs vénézuéliens. **Venevision** était suivie par la chaîne d'Etat **VTV**, avec 25 %, puis par **Televen** et **Globovisión** en troisième et quatrième places avec 22% et 15% respectivement. La domination des médias privés, loin de s'affaiblir, a augmenté ces six dernières années. Tout en arrivant loin derrière **Venevision** et **Televen** en termes d'audience globale, la chaîne publique **VTV** a indubitablement bénéficié pendant des années de la présence charismatique de feu le président Hugo Chávez, qui y diffusait son propre talk-show hebdomadaire très populaire, *Aló Presidente*. Ses cotes d'écoute ont chuté de manière significative au cours des six années qui ont suivi la mort de Chávez, avec l'approfondissement d'une guerre économique et politique qui a sapé les ressources vitales et le moral politique de la chaîne publique.

Une [étude menée en 2015](#) par le *Ministère de la Culture* et par des sociétés privées de mesures de rating comme *Mediav* montre que les médias privés, d'opposition, – en particulier **Venevision**, **Televen** et les chaînes du câble – totalisent 85 % d'audience, les chaînes publiques et communautaires (strictement locales) se partageant les 15% restants. En 1998 on comptait 36 télévisions privées émettant en clair, en 2017 leur nombre s'élève à 63. Selon les chiffres de la Commission, pour les premiers mois de 2019, des concessions légales ont été [octroyées à 11 médias privés](#) et une à un média communautaire. Bref, non seulement le gouvernement bolivarien n'a jamais « fermé des médias » mais il a [augmenté leur nombre](#). Par ailleurs, les données de [CONATEL](#) (*Commission Nationale des Télécommunications*) montrent une augmentation constante du nombre d'abonnés à la télévision privée, passé de 17 % en 2000 à un sommet de 68 % en 2015. L'an dernier, plus de 60 % des ménages vénézuéliens ont payé un abonnement privé au câble ou au satellite.



Répartition actuelle des audiences télévisées au Venezuela

Ces abonnements sont très abordables: le meilleur fournisseur de télévision par satellite, [Direct TV](#), offre des forfaits à partir de seulement 70 cents par mois sur le prix du marché parallèle, soit environ le prix d'une bière glacée. Dans le cas de **Direct TV**, qui contrôle 44 pour cent du marché des abonnements payants, les bouquets offrent une multitude de chaînes d'information internationales, dont **Fox News**, **CNN**, **BBC** et **Univisión** – et le moins qu'on puisse dire est qu'il ne s'agit pas de médias pro-chavistes. Alors que l'article de Nugent parle d'un monopole médiatique de l'Etat, les données indiquent que sous le chavisme, les vénézuéliens ont progressivement élargi leur accès aux chaînes d'information internationales privées, dont la plupart ont une couverture résolument de droite et anti-bolivarienne.

Même en dehors de télévisions états-uniennes telles que **Fox** et **CNN**, le champ de l'information audiovisuelle au Venezuela est dominé par l'opposition de droite (**Venevision**, **Televen**, télévisions locales, régionales). La seule exception est **Globovisión** qui, selon une [étude](#) de l'*American University* de 2015, n'a « aucun parti pris significatif en faveur du gouvernement ou de l'opposition », et ce contrairement aux [affirmations](#) du **New York Times** (21/02/19) selon lesquelles cette chaîne privée a « changé sa ligne éditoriale pour

soutenir M. Maduro » après son changement de propriétaire. Le 25 mai 2019, pour ne citer qu'un exemple, Globovision a interviewé un « expert électoral » de l'opposition qui dénonce une fraude lors des [élections présidentielles](#) qui ont donné la victoire à Nicolas Maduro.

Malgré les allégations de l'opposition selon lesquelles **Venevision** est devenu un média « pro-régime », la chaîne interviewe fréquemment les dirigeants des partis de droite; par exemple, elle a récemment mené une interview sympathique de 12 minutes (5/2/19) avec [Sergio Vergara G.](#), leader à l'Assemblée nationale du parti d'extrême droite de Juan Guaidó, [Voluntad Popular](#). Inutile de dire que le fait de diffuser le point de vue d'un parti qui tente activement de renverser le gouvernement n'est pas caractéristique d'une « télévision d'État ».

L'affirmation de Nugent est également fautive en ce qui concerne le champ radiophonique. De nombreuses stations alignées sur l'opposition de droite remplissent les ondes, notamment [Radio Caracas Radio](#), tandis qu'[Union Radio](#) est populaire dans tout le pays pour sa couverture plus indépendante et moins partielle. En 1998 on comptait 304 radios privées FM. En 2017, ce chiffre est monté à 481.

### **Presse écrite**

Ciara Nugent parle purement et simplement de journaux et de magazines qui ont « *pratiquement disparu* », comme si, au milieu d'une grave récession économique, on s'attendait à ce que le Venezuela aille à contre-courant de la tendance mondiale de déclin des médias imprimés.

Néanmoins, le Venezuela dispose encore d'un bon nombre de journaux nationaux, ce que Nugent pourrait vérifier en observant n'importe quel kiosque à journaux vénézuélien. De plus, comme dans d'autres pays, les journaux qui ne circulent plus sous leur forme « papier » poursuivent leurs activités sur les plateformes numériques et les médias sociaux, comme le journal d'opposition [Tal Cual](#).

Aujourd'hui, le Venezuela a cinq journaux de circulation nationale, la plupart d'entre eux anti-gouvernementaux. Alors que [Últimas Noticias](#) a une ligne centriste, et que le journal financé par l'Etat [Correo del Orinoco](#) est pro-gouvernement, un simple coup d'oeil à [El Universal](#), [Diario 2001](#) et [La Voz](#) permet de noter leur caractère farouchement antichaviste.

## Escenarios venezolanos

Hay incertidumbres críticas que pueden tomar valores muy distintos y dependiendo de ellas se abren escenarios alternativos, todos son posibles, con diferentes niveles de probabilidad de ocurrencia



LUIS VICENTE LEÓN

17/02/2019 08:00 am

El Universal ([2/17/19](#)) a publié un éditorial intitulé « Scénarios vénézuéliens », qui envisage positivement les résultats d'une invasion états-unienne au Venezuela.

**El Universal** tire quotidiennement à environ 35.000 exemplaires, ce qui, proportionnellement à la population, est comparable au **Washington Post**. Considéré comme l'organe de la soi-disant opposition "modérée", la ligne de ce journal a été complètement déformée, notamment par Nick Casey ([1/16/16](#)) du **New York Times** qui lui attribue « *une ligne largement pro-gouvernementale* » .

Le 17 février, **El Universal** a publié un article d'opinion d'un de ses collaborateurs habituels, le sondeur de la firme privée *Datanalisis* Luis Vicente León, qui soupèse nonchalamment le pour et le contre d'un coup d'État militaire, d'une transition négociée « sous pression » des [sanctions](#) états-uniennes criminelles et des menaces militaires, ou d'une invasion pure et simple. León penche pour le dernier scénario à condition qu'il prenne la forme d'une "*intervention dans le style du Panama*" pour renverser Maduro "*sans conséquences majeures*" (traduire: avec des dommages collatéraux limités aux gens pauvres et de couleur, comme dans le quartier populaire panaméen [El Chorrillo](#)).

Plus récemment, dans le même journal, le chroniqueur Pedro Piñate ([4/4/19](#)) affirme que le Venezuela doit se débarrasser des idées « *castro-communistes* » , Francisco Olivares ([4/27/19](#)) affirme que le départ de Maduro est « *vital pour le monde démocratique occidental* » tandis qu'Antonio Herrera ([4/25/19](#)) s'inquiète de la présence de « *Cubains, Russes, Iraniens, de terroristes du Moyen Orient et de guérilleros de Colombie* » .

Non seulement les journaux anti-gouvernementaux vénézuéliens exercent une liberté illimitée de publication, visible dans des articles d'opinion [appelant explicitement à des coups d'État militaires](#), mais ils ont aussi une longue histoire de publication de caricatures [explicitement racistes](#) de Chavez et d'autres dirigeants boliviens qui scandaliserait les esprits libéraux dans n'importe quel pays occidental.

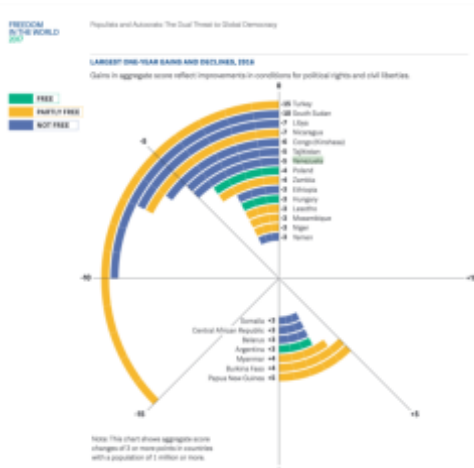


Dessin de Weil publié par le journal Tal Cual et se moquant des chavistes : « Assez de suprématie blanche, maintenant nous avons de l’eau afrodescendante »

## Réseaux sociaux

Nugent affirme qu’il existe une censure draconienne gouvernementale contre les médias sociaux:

La liberté de l’Internet au Venezuela s’affaiblit depuis plusieurs années, le pays passant finalement de « partiellement libre » à « non libre » dans les rapports annuels de [Freedom House in 2017](#), l’observatoire mondial de la démocratie.



Freedom House, un think tank financé par le gouvernement américain, a qualifié le Venezuela de « non libre » dans son [rapport annuel](#) 2017 sur la liberté dans le monde.

La reporter du **Time** omet de divulguer que [Freedom House](#), “observateur mondial de la démocratie”, est presque entièrement financé par le gouvernement des Etats-Unis, qui dirige actuellement un coup d’État au Venezuela. Mais ce détail mineur mis à part, on peut se demander : l’internet est-il vraiment moins libre au Venezuela que dans les pays du Nord

?

S'il est vrai que le fournisseur d'État de téléphonie et internet, CANTV, bloque certains des nouveaux sites anti-gouvernementaux comme [El Nacional](#), [La Patilla](#) et [El Universal](#), ceux-ci sont accessibles via les fournisseurs privés tels que VPN, la télévision par câble ou les téléphones portables.

Bien qu'une telle politique soit indéfendable et peut-être autodestructrice, elle doit être replacée dans son contexte. Est-ce qu'un gouvernement occidental tolérerait que de nouveaux organes d'information servent ouvertement de porte-paroles à une opposition violente, soutenue par une puissance étrangère, qui mène actuellement sa sixième tentative de coup d'État (après les échecs du coup d'état d'avril 2002 contre Chavez, le [lockout](#) pétrolier de 2002-2003, la [violence de l'opposition](#) post-électorale en 2013, les "guarimbas" d'extrême droite dans la rue en [2014](#) et en [2017](#)) ?

Vu les efforts que les États-Unis et le Royaume-Uni déploient pour poursuivre [Chelsea Manning](#) et [WikiLeaks](#), sans qu'aucun d'eux ne constitue une menace réelle pour la sécurité nationale, la réponse courte est « non ».



The image shows a screenshot of a Medium article. At the top, there is a navigation bar with a 'M' logo and a 'Get started' button. Below that, the article title is 'Social media automation & infowars by the Venezuelan opposition' by Erin Gallagher, dated Jan 30, 16 min read. The article description reads: 'A critical look at some of the methods used by the right-wing Venezuelan opposition against the Maduro government and supporters of Chavismo. (for en español)'. The Medium logo is visible in the top left corner.



L'enquête d'Erin Gallagher ([Medium, 1/30/19](#)) a révélé une campagne dans les médias sociaux pour positionner les hashtags pro-opposition sur Twitter, générant des milliards d'impressions quotidiennes.

Bien que le Venezuela ne soit pas à l'abri de la censure de l'État, c'est une grossière distorsion que de prétendre que le pays soit « *aujourd'hui soumis à de fréquentes restrictions de l'information* ». Non seulement la droite vénézuélienne a une présence décisive, sinon dominante, à la télévision, à la radio et dans la presse écrite, mais elle exerce aussi une influence considérable dans les réseaux sociaux, ce qui lui permet de diffuser de fausses nouvelles parmi le public. Alors que Nugent écrit sournoisement qu'il « *est difficile de savoir qui est derrière les fake news* », on devine facilement qui a le plus à gagner de rumeurs non fondées telles que « *les mineurs sont recrutés par l'armée* » ou « *les troupes russes arrivent au Venezuela* ».

En 2012 déjà une enquête de [OpenNet](#) - initiative de la Faculté de Droit de Harvard et du *Citizen Lab* de l'Université de Toronto- révélait une carte des pays qui censuraient Internet, quels contenus ils filtrent et comment ils le font, et notait que le Venezuela n'exerçait aucune censure. Aujourd'hui, une vaste [investigation](#) indépendante a révélé l'utilisation effrénée de « *l'automatisation, de faux profils ou comportements non authentiques coordonnés et de robots* » pour positionner les hashtags anti-gouvernement sur **Twitter**, certains comptes tweetant des centaines de milliers de fois par jour et produisant des milliards d'impressions quotidiennes. Le tableau réalisé par [Alexa.com](#) montre que les deux sites les plus visités sont des sites de médias d'opposition (*La Patilla* et *El Nacional*) et que sur la liste totale, **90 %** des sites visités sont également d'opposition. L'opposition vénézuélienne s'est toujours efforcée d'activer les [médias et réseaux sociaux](#) avant les pics de violence. De nombreux militants de droite appellent à tuer des militants chavistes tous les jours sur **Twitter (voir ci-dessous)**. Par contraste, les comptes officiels ou pro-gouvernementaux ont été régulièrement fermés par les géants des médias sociaux occidentaux, comme des centaines de comptes personnels chavistes ou sept comptes gouvernementaux vénézuéliens [suspendus](#) par Twitter récemment.



« Tant de terroristes de par le monde, et aucun pour tuer Maduro ? merde, tuez Maduro, c'est lui qui mérite toute cette merde. (..) Les terroristes sont des idiots, ils tuent des gens alors qu'ils pourraient tuer Maduro.





**Nitanalcoholico**

@NiTanAlcoholico

Seguir

Imagina cuando nos unamos a matar chavistas... uff eso si sera energia increíble

**Camila.** @Camilagon

Me encanta cuando suceden estos fenómenos y todos nos unimos, sin importar distancia, por lo mismo. La energía que se genera es increíble.

16:29 - 21 ago. 2017

Tu imagines quand nous nous unissons tous pour tuer Maduro, quelle énergie incroyable ce sera !



TM

@TomasRodriguez

Seguir

Tengo unas ganas de matar chavistas que no me las quita ni dios

19:42 - 23 ago. 2017

1 Retweet 1 Me gusta



J'ai une envie de tuer des chavistes que même Dieu ne pourrait m'ôter



**Merwebo Toitos**

@EchoErGuevon

Seguir

Va a ser muy bonito cuando vengan los marine y empiecen a matar chavistas, GNB, PNB y todo lo que apoye al gobierno.

17:33 - 25 ago. 2017



Ce sera très joli quand les marines viendront tuer des chavistes, gardes nationaux, policiers et tout ce qui appuie ce gouvernement



yajaicol  
@yajaicol

Seguir

este caos acabará cuando la gente agarre un arma con o sin miedo y empiece a matar chavistas. lo digo bien en serio

23:47 - 26 ago. 2017



Ce chaos prendra fin quand les gens prendront une arme avec ou sans peur et commenceront à tuer des chavistes. Je le dis très sérieusement.

Un exemple récent de la capacité de Washington et de ses clients de l'opposition de façonner le récit médiatique par le biais des réseaux sociaux est la « [confrontation de l'aide humanitaire](#) » du 23 février 2019 à la frontière vénézuélienne/colombienne ([FAIR.org](#), [2/9/19](#)). A la suite d'un incident controversé impliquant un camion de l'USAID (ONG "humanitaire" du département d'Etat, NdT) qui a pris feu, de hauts responsables américains et des leaders de l'opposition se sont immédiatement tournés vers **Twitter** pour en accuser le gouvernement Maduro. Cette affirmation a été [reprise en boucle](#) par les médias privés, malgré l'absence d'accès direct à des [preuves](#). Deux semaines plus tard le **New York Times** [a rectifié l'information](#) et démontré, vidéo à l'appui, qu'un cocktail molotov manié par un militant de droite avait bouté le feu au camion. Le fait que cette rétractation du **New York Times** le 23 février soit restée largement ignorée est un cas flagrant de domination des médias sociaux par les États-Unis et l'opposition, qui ont mis en place un faux récit repris comme vrai partout et pour toujours.

### La liberté de presse via un coup d'État?

Le récit médiatique d'un gouvernement vénézuélien réprimant la liberté de la presse n'est pas une invention récente. Qu'on se rappelle la décision prise en 2007 par le gouvernement Chavez de ne pas renouveler la concession hertzienne de **RCTV (Radio Caracas Televisión)**. **RCTV** avait joué un rôle crucial dans le [coup d'État d'avril 2002](#). La droite avait chassé pendant 47 heures du pouvoir le président élu, et déclenché une [vague de terreur](#) avant de poursuivre son offensive à travers un lock-out pétrolier (2002-2003). **RCTV** fut retirée du spectre public mais continua à transmettre par le câble, par le satellite et par internet. (NdT: en France ACRIMED démonta [le concert de désinformation](#) qui vit les médias français, soutenus par les maîtres-penseurs du microcosme médiatique et par RSF, reprendre en chœur le même refrain, résumé à merveille par l'éditorial du *Monde* : « *Censure à la Chávez* » (28 mai 2007).

## How Washington Funded the Counterrevolution in Venezuela

Self-declared president Juan Guaidó comes from the right-wing, US-backed student movement that tried to subvert Hugo Chávez's government.

By Tim Gill and Rebecca Hanson

FEBRUARY 8, 2019



Venezuela's opposition leader Juan Guaidó declares himself head of state in front of supporters in Caracas, on January 23, 2019. (Baris Vercara)

[The Nation \(2/8/19\)](#) a rapporté le rôle joué par le gouvernement états-unien dans la construction du plus récent mouvement d'opposition de droite au Venezuela.

La fin de concession de **RCTV** sert de prétexte à une nouvelle vague de protestations anti-gouvernementales, menée par une nouvelle génération de leaders étudiants de la classe moyenne de droite, [financée et formée par Washington](#). Parmi cette nouvelle cohorte se trouvait [Juan Guaidó](#), diplômé de l'Université George Washington, [vétérane](#) des violentes manifestations de rue de l'opposition en 2014, connues sous le nom de « La Sortie » (de Maduro, NdT), qui fit 43 morts, la majorité étant des passants, des chavistes et des membres des forces de l'ordre.

La correspondante du **Time** Nugent écrit aussi: « *Les autorités vénézuéliennes arrêtent régulièrement des journalistes, affirmant qu'ils sont entrés illégalement dans le pays ou qu'ils ont violé des « zones de sécurité»* . Il y a actuellement plus de 50 agences de presse étrangères avec des correspondants sur le terrain au Venezuela, qui savent qu'ici comme ailleurs il faut un visa de journaliste pour effectuer leur travail. Comme aux États-Unis ou ailleurs, on ne peut [se faufiler](#) au milieu de la nuit dans les zones de sécurité restreintes proches d'un palais présidentiel sans être dûment identifié et accrédité. L'indignation suscitée par les efforts du gouvernement vénézuélien pour réglementer les médias dans le cadre d'un coup d'État soutenu par l'étranger est tout à fait hypocrite, étant donné que les journalistes occidentaux [n'ont pas pris la parole](#) contre la censure de leurs propres gouvernements à l'encontre des [lanceurs d'alerte](#).

Dans une analyse précédente, FAIR ([4/30/19](#)) a montré que **zéro** % des journaux d'élite états-uniens et des experts de talk-shows américains ont critiqué l'idée d'un changement de régime au Venezuela. Plus qu'une vision réfléchie ou simplement lucide du paysage médiatique vénézuélien, les contes de fées comme celui de Nugent sur la censure totalitaire de l'État au Venezuela reflètent l'autocensure du régime médiatique états-unien, beaucoup plus efficace qu'un dirigeant dit « autoritaire » ne pourrait le croire. Après tout, sans cette limitation délibérée du spectre des « opinions acceptables », l'administration Trump n'aurait jamais pu mener illégalement un coup d'État ni poursuivre en toute impunité un blocus économique qui a déjà tué [40.000](#) Vénézuéliens au cours des deux dernières années.



Scènes de la vie quotidienne sous la dictature bolivarienne. Photo du haut: Lilian Tintori, épouse du dirigeant d'extrême droite Leopoldo Lopez, dénonce la « répression de la liberté de la presse » et en dessous, la dirigeante d'extrême droite Maria Corina Machado, impliquée comme Lopez dans plusieurs tentatives de coup d'État depuis 2002, explique aux médias « bâillonnés » qu'il n'y a pas de liberté au Venezuela et que plutôt que d'attendre des élections, il faut relancer les confrontations « non-dialogantes » (sic) pour forcer le président élu à partir.

Source: [There's Far More Diversity in Venezuela's 'Muzzled' Media Than in US Corporate Press](#), Fair, le 20 mai 2019

Traduction de l'anglais: Thierry Deronne, [Venezuela Infos](#)

La source originale de cet article est [Fair](#)  
Copyright © [Lucas Koerner](#) et [Ricardo Vaz](#), [Fair](#), 2019

---

Articles Par : [Lucas Koerner](#) et  
[Ricardo Vaz](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)